

Economie : une hirondelle ne fait pas le printemps

Article rédigé par *Olivier Audibert-Troin*, le 22 mai 2015

L'annonce officielle d'un retour de la croissance est un trompe-l'œil, avertit le député du Var. Faute de réformes structurelles, rien ne permet d'assurer une amélioration des comptes publics.

LE GOUVERNEMENT, par la voix organisée de l'ensemble de ses ministres, s'est réjoui de la progression (inattendue) du PIB de 0,6% au premier trimestre 2015.

La croissance tant attendue étant enfin au rendez-vous, les émissaires gouvernementaux ont cru pu voir expliquer *urbi et orbi* qu'elle résultait de l'action engagée depuis trois ans par la majorité, et que la méthode Hollande commençait à porter ses fruits.

Le rebond positif de notre croissance serait donc le signe annonciateur de lendemains économiques qui chantent.

Pour autant, loin de céder au triomphalisme et à l'autosatisfaction de nos dirigeants, nous affirmons que rien ne permet d'assurer que ce regain de croissance améliore suffisamment nos comptes publics et permette de compenser l'accumulation de dépenses nouvelles en l'absence de toute réforme de structure. Qu'on en juge.

Explosion des dépenses publiques

Selon les comptes définitifs des administrations publiques en 2014 publiés par l'Insee, les dépenses publiques ont contribué à augmenter en 2014 de 20 milliards d'euros, atteignant ainsi 57,5% du PIB (57% en 2013).

Les dépenses de personnel de l'État ont augmenté de 0,6% et les prestations sociales versées de 2%.

Par ailleurs, et contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, le taux de prélèvements obligatoires croît encore de 0,2% pour s'établir à 44,9%, faisant de notre pays un champion incontesté du matraquage fiscal.

Aucune réforme structurelle

De la même façon, l'absence de réforme structurelle continue à peser fortement sur nos comptes publics,

notre endettement, et nos déficits. Ainsi, en 2014,

notre déficit public s'établit à 4% du PIB (contre 4,1% en 2013) continuant de creuser notre endettement à 2 037,8 milliards soit 95,6% de notre PIB (92,3% en 2013).

Ces dérapages perpétuels nous pénalisent d'autant plus que nos partenaires européens dans leur ensemble, et grâce à leurs efforts, ont su juguler leur déficit public et leur dette.

Une fiscalité insupportable

Enfin, faut-il rappeler ici que nos médiocres résultats n'ont pu être obtenus que par le maintien d'une fiscalité insupportable, alourdie en 2015 par une hausse des impôts locaux du fait de la baisse brutale des aides de l'Etat aux collectivités, et une baisse drastique de l'investissement des collectivités locales (-9,6%).

L'embellie conjoncturelle de taux d'intérêt historiquement bas, ayant entraîné une baisse de 1,1 milliard d'euros de la charge de la dette, a enfin contribué à parer la copie budgétaire à fin 2014 d'atours se voulant annonceurs de beaux jours budgétaires.

Recul de l'investissement et de l'emploi

Mais comme une hirondelle ne fait pas le printemps, quelques aubaines très conjoncturelles ne pourront masquer le recul de l'investissement, le recul des exportations, le recul de l'emploi marchand et la dégradation continue du secteur du BTP.

L'exigence appelle maintenant des réformes structurelles. Ne pas vouloir les engager nous exposera à un hiver long et rigoureux.

Olivier Audibert-Troin est député du Var, président de la Communauté d'agglomération dracénoise.
